



L'actualité du des industries chimiques

N° 340 du 30 août 2018

L'agenda

25 octobre 2018

JOURNÉE D'ÉTUDE
« SANTÉ TRAVAIL, QUELLES
STRATÉGIES SYNDICALES SUR
DE NOUVELLES ATTEINTES
SANITAIRES ? »
(A MONTREUIL)

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT !

**5 et 6
décembre 2018**

**CONFÉRENCE
INTERNATIONALE
POUR LA PAIX
(A MONTREUIL)**

Droits & libertés

LICENCIEMENT D'UN SALARIÉ PROTÉGÉ :

L'AVIS DU CE NE DOIT PAS ÊTRE FAUSSÉ !

Voter à main levée sur le projet de licenciement d'un représentant du personnel alors que le Code du travail prévoit un vote à bulletin secret ? Auditionner en CE l'élu menacé de licenciement alors qu'il sort tout juste de son entretien préalable ?

Pour le Conseil d'Etat, tout semble envisageable, dès lors que le comité d'entreprise n'a pas émis son avis dans des conditions ayant faussé la consultation.

C'est une phase incontournable de la procédure spéciale de licenciement des salariés protégés : le projet d'éviction d'un représentant du personnel (hors DS et RSS) est obligatoirement soumis au comité d'entreprise, qui donne un avis sur le projet de licenciement.

À travers deux décisions du 4 juillet, le Conseil d'Etat retient une appréciation scandaleusement souple des règles à respecter côté employeur.

RÉUNIONS PARITAIRES À VENIR

- 12/09– DROGUERIE : Paritaire
- 12/09– PLASTURGIE: CMP
- 13/09– CAOUTCHOUC : SPP
- 19/09– CAOUTCHOUC : Paritaire
- 19/09– CHIMIE : Paritaire
- 20/09– INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : Paritaire
- 20/09– PETROLE : CPNE
- 28/09– PETROLE : CPNSS
- 02/10– PLASTURGIE : CNPE
- 04/10– CHIMIE : CPNE
- 10/10– CHIMIE : CPNCT HS

46 % des élèves en études supérieures travaillent en plus de leurs cours pour pouvoir se loger et se nourrir. 17 % estiment que cela nuit à leurs études. **C'est la première raison d'échec scolaire chez les universitaires. Le milieu social reste donc prépondérant pour la réussite des études.**

2,3 % d'inflation sur un an. Pourtant la plupart des personnes seront doublement victimes, à commencer par les retraités qui ne verront leurs pensions revalorisées que de **0,3 %**, tout comme les familles pour les prestations sociales et familiales pour les années 2019 et 2020. En décidant de la désindexation par rapport à l'inflation, **c'est la baisse du pouvoir d'achat.**

Orga & Vie syndicale

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES SYNDICATS
DE LA FNIC-CGT LE 6 SEPTEMBRE**

Plus de 230 camarades sont déjà inscrits pour participer à notre assemblée générale des syndicats.

Dans le contexte de régression sociale où, après une première année de pouvoir de MACRON au profit du monde du capital et de la finance, la rentrée politique du gouvernement est sous le signe de l'austérité dont les premières victimes seront les retraités et les familles avec une baisse du pouvoir d'achat.

Notre assemblée sera l'occasion de débattre des réformes à venir, comme sur la retraite, et de définir ensemble le plan de travail pour revendiquer la mise en place du programme social de la CGT : réduction du temps de travail avec augmentation des salaires, maintien de notre système de retraite par répartition...

**IL N'EST PAS TROP TARD
POUR VOUS INSCRIRE.**

Augmenter les salaires,

Différents journaux économiques ont souligné le « retour de l'inflation », comme si les prix avaient, à un moment donné, cessé d'augmenter !



Il suffit d'aller faire ses courses, de payer ses factures, pour se rendre compte de la manipulation des chiffres qui sont publiés.

C'est un stratagème du gouvernement pour tenter de masquer une réalité : le taux de pauvreté en France n'a jamais été aussi haut, il touche 14 % de la population soit près de 10 millions de personnes. C'est le chômage de masse qui génère cette pauvreté qui touche également les enfants (plus d'un million). La pauvreté se développe également chez les travailleurs et les retraités, le blocage des salaires et des pensions, la flexibilité du travail, la précarité de l'emploi sont des facteurs aggravants.



Dans les entreprises, l'exploitation capitaliste n'a plus de limites, les augmentations générales n'existent pratiquement plus, les salariés sont mis en compétition, le salaire au mérite généralisé. **Seules 7 % des entreprises, souvent contraintes par les luttes, ont versé des augmentations générales.**

Le gouvernement et son commanditaire, le patronat, veulent aller encore plus loin dans la baisse du « coût du travail », développer le salaire au mérite dans la fonction publique, flexibiliser, précariser encore plus le travail et le salaire par des accords d'entreprise au moyen du chantage à l'emploi.

Contrairement à ce que tente de démontrer la propagande capitaliste au travers de manipulations diverses, les salaires n'augmentent pas et le pouvoir d'achat diminue. Dans le même temps les prix concernant la vie courante ne cessent d'augmenter :

- 👉 les produits frais + 5,9 % sur un an,
- 👉 l'alimentation + 2 %,
- 👉 l'énergie + 14 % (dont produits pétroliers + 21 %, gaz + 14 %),
- 👉 les loyers, les mutuelles santé, les assurances, les transports, la poste, etc....

La hausse de la CSG chez les retraités est particulièrement douloureuse, la baisse des pensions engagée depuis 1994, avec les diverses modifications du calcul du niveau des retraites instaurées par Balladur, s'est poursuivie sous le gouvernement Hollande avec la taxe pour la CASA (Caisse Autonomie Solidarité). La perte est considérable.

Salaires et pouvoir d'achat reculent, les profits augmentent. Preuve en est avec les nouveaux records atteints dans le versement des dividendes. Au deuxième trimestre 2018, les entreprises européennes ont versé un montant record de 176,5 milliards de dollars (+ 18,7 %) !

Dans le monde ce sont près de 500 milliards de dollars qui ont été versés. Parmi les 10 entreprises versant le plus de dividendes, on retrouve 3 entreprises françaises dont SANOFI et TOTAL ! Les entreprises françaises dans leur ensemble ont distribué 50,9 milliards de dollars (+23,5 %). Cette somme gigantesque représente à elle seule 2,36 millions d'emplois au salaire médian !

C'est bien le signe que les moyens sont là pour que les salaires soient augmentés de façon importante. Se gaver des richesses créées par les travailleurs, c'est le propre du capital, sa raison d'être, il ne cède que quand il est contraint par les luttes. L'augmentation des salaires ne dépendra donc que du niveau des luttes. C'est ce qui se passe déjà

une absolue nécessité.

dans de nombreuses entreprises, mais il faut engager cette bataille partout en même temps.

Des actionnaires qui se gavent toujours plus pendant que la majorité de la population trime toujours plus, ce modèle a été poussé, encore plus loin qu'il ne l'est aujourd'hui en France, dans d'autres pays européens.



C'est le cas notamment en Grèce où depuis 2008 :

- ▶ le PIB a chuté de 25 %,
- ▶ le chômage a explosé pour atteindre 28 % de la population,
- ▶ les impôts pour les plus modestes ont grimpé de 339 %,
- ▶ le salaire minimum a été baissé de plus de 20 % (683 € aujourd'hui),
- ▶ les pensions de retraite ont été diminuées de 40 %,
- ▶ l'ensemble des services publics et notamment le système de santé ont été entièrement démantelés, et bradés aux entreprises privées.

Mais dans le même temps l'excédent budgétaire de l'État grec dépasse 4 % uniquement pour venir enrichir les banques et rembourser une dette créée par les banques elles-mêmes. Et les tenants du capital veulent essayer de nous faire croire que la Grèce est sortie de la crise ! Les Grecs ne sont pas de cet avis !

Et c'est ce régime que les capitalistes qui dirigent la France et l'Europe veulent nous imposer.

SEULE LA LUTTE POURRA EMPÊCHER LEUR SCÉNARIO DE SE METTRE EN PLACE.

En 1968, le SMIC a augmenté de 35 % grâce aux 9 millions de travailleurs en grève dans les entreprises.

La FNIC CGT propose l'augmentation du SMIC à hauteur de 1900 € par mois. Cette augmentation de 26 % doit être répercutée sur l'ensemble des salaires.

Et qu'on ne vienne pas dire que c'est impossible. Car c'est ce qui vient d'être fait au Portugal où le salaire minimum a été augmenté de façon importante en 2016 et 2017. Dans ce même pays c'est une politique anti-austéraitaire qui est aujourd'hui mise en œuvre. L'augmentation des salaires, la baisse du temps de travail ont permis de faire reculer le chômage de près de 5 %. D'autres mesures sociales fortes ont également été appliquées, comme l'augmentation importante des pensions de retraite ou la baisse des impôts pour les plus modestes.

Le gouvernement portugais est en train de démontrer qu'une politique inverse aux politiques austéraitaires, basée sur une relance par la demande et l'amélioration des protections sociales, fonctionne. Ce que le FMI avait déjà confirmé en 2016 en annonçant, à propos de la Grèce, que « l'austérité ne fonctionnait pas ». Ce qui se passe au Portugal est le strict opposé des recettes préconisées par les ultralibéraux aux manettes de la Commission européenne et appliquées par les gouvernements de nombreux pays. **Ces recettes ont échoué en Grèce, en Italie, en Espagne et sont en train d'entraîner le peuple français dans la misère.**

LES BASES DE LA PERSPECTIVE POLITIQUE POUR LAQUELLE NOUS DEVONS LUTTER, EN RADICALE OPPOSITION AVEC LE MODÈLE DE SOCIÉTÉ QU'ON NOUS PROPOSE ACTUELLEMENT SONT :

- ▶ une forte augmentation des salaires pour permettre à chacun de vivre dignement,
- ▶ une réduction du temps de travail à 32h,
- ▶ un seul organisme de Sécurité sociale pour gérer la maladie, les retraites et l'ensemble de la protection sociale, maîtrisé exclusivement par les travailleurs,
- ▶ la retraite à 60 ans après 37,5 années de cotisations, et calculée sur le dernier salaire versé.



Encore des réformes à venir, encore des régressions à subir !

Le gouvernement a annoncé sa feuille de route pour la rentrée et les mois à venir, de nouvelles réformes d'ampleur sont annoncées.

Il faudrait faire des efforts, d'autant plus que la croissance n'est pas au rendez-vous, disent-ils. Dans le même temps, chacun peut faire le bilan de « l'an 1 de la nouvelle ère Macron » : catastrophique pour ceux qui sont montrés du doigt par l'ex-banquier Macron, à savoir retraités, jeunes, chômeurs et salariés.

En septembre vont s'ouvrir les discussions sur le « **plan pauvreté** ». Dix millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté dans notre pays, les dirigeants politiques ne peuvent plus le nier, un grand plan de lutte devrait voir le jour. Dans le même temps, du fait des chiffres de la croissance revue à la baisse, le premier ministre vient d'annoncer que les aides sociales ne seraient revalorisées que de 0,3 % pour 2019 et 2020 bien en dessous de l'inflation. Ça en dit long sur les dispositions que prendra celui qui a dit « on dépense un pognon de dingue en aides sociales et on a toujours autant de pauvres ». Ben oui, on ne peut pas donner des milliards aux riches et réduire la pauvreté.

Réouverture **des négociations assurance chômage**, là aussi, dixit l'empereur Macron, « il ne faut pas que les indemnités chômage incitent à y rester ». On peut donc s'attendre à un nivellement par le bas, notamment pour les cadres, les intermittents et autres populations soi-disant privilégiées. **Doit-on rappeler que 52 % des privés d'emplois ne sont pas indemnisés ?**

Octobre, discussion sur **santé au travail**, le gouvernement s'attaque aux arrêts de courte durée qui représentent 47 % des arrêts. Le chiffre est juste, mais va-t-on s'attaquer à l'organisation du travail, prendre des dispositions pour stopper le toujours plus de productivité... ou plutôt, comme certains le laissent entendre, remettre en cause les indemnités journalières....?

Toujours en octobre, discussion sur le **plan santé/hôpital et PLFSS**. Va-t-on se donner les moyens de lutter réellement contre la désertification médicale, les fermetures d'hôpitaux et de lits, prendre des mesures pour le recrutement des deux cents mille professionnels de santé manquants pour répondre aux besoins d'accès aux soins de la population ? On ne peut qu'en douter quand « en même temps » il est annoncé la suppression de cinq mille postes dans la fonction publique et réaffirmé que ce sera 120 000 dans les quatre ans (promesse de campagne).

Réforme des retraites, « il nous faut un système plus juste, universel, un euro cotisé doit donner le même droit à la retraite pour tous » traduction des propos de Monseigneur Macron : *il faut en finir avec les régimes spéciaux acquis par la lutte et qui compensent des pénibilités et des contraintes au travail ou encore des bas salaires*. Il faudrait passer par un système par points, chacun percevrait en fonction de ce qu'il aurait cotisé, encore faudra-t-il avoir les moyens de cotiser, fini notre système basé sur la solidarité !

Nul doute, il y a urgence et nécessité à organiser partout des assemblées générales de militants, de syndiqués, de salariés. Mettons ces questions en débat, construisons le rapport de forces indispensable pour mettre fin aux régressions sociales, à la misère, à l'injustice.

**EN GREVE, DANS LA LUTTE, DANS LA RUE,
TOUS ENSEMBLE NOUS SERONS PLUS FORTS**